

Le FMI n'a pas d'état d'âme !

Non au soutien à un État de non droit qui massacre des civils innocents

DECLARATION

Les institutions internationales se targuent d'assurer au monde une certaine « stabilité » politique, sociale et économique. Tel est le discours, drapé de vertu, avancé par le FMI (*Fonds monétaire international*) qui prétend soutenir les politiques économiques « favorisant la stabilité financière et la coopération monétaire, essentielles à l'accroissement de la productivité, à la création d'emplois et au bien-être économique ».

Le 16 avril 2025, cet organisme a pris la décision d'accorder un financement d'urgence de 129 millions de dollars au Mali dont l'économie « est confrontée à des *chocs climatiques* dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire, et de restrictions financières. Les récentes inondations ont endommagé les infrastructures et l'agriculture, perturbé les services, aggravé l'insécurité alimentaire et augmenté les déplacements à l'intérieur du pays » (*Communiqué de presse n° 25/111* du service de communication du FMI).

En effet, une grande partie de la population du centre et du nord du Mali a dû fuir ses terres pour échapper non aux inondations mais aux exactions d'un régime putschiste sanguinaire. La nouvelle de l'apport du FMI aux autorités maliennes sonne comme une sinistre parodie de la supposée « aide » à la stabilité. En agissant ainsi, le FMI apporte en réalité son soutien à une junte militaire aux dérives les plus atroces avec à sa tête le général autopromu Goïta.

Avec son armée (FAMA) soutenue par les supplétifs russes de l'ancienne milice *Wagner*, le pouvoir malien viole tous les jours les droits humains les plus élémentaires de sa population¹. Il emprisonne ou fait disparaître tout opposant ou critique du régime. Il torture, vole et tue de manière indiscriminée tous les civils villageois et nomades peuls, touaregs et maures rencontrés en chemin. Ne comptant que sur la force pour régler les conflits socio-politiques du pays, il a torpillé les accords de paix d'Alger signés en 2015 avec les divers fronts de l'Azawad au nord de l'actuel Mali, tous désignés aujourd'hui sous le terme de « terroristes ». Cette appellation bien commode pour un régime autocratique a été étendue à tout civil portant turban sur la tête. Être touareg, peul ou maure au Mali est une identité périlleuse qui condamne à mort son porteur – qu'il soit homme, femme ou enfant. Cette seule identité donne à l'armée un permis de tuer, de violer, de mutiler et de piller. La politique essentielle du régime Goïta est de se maintenir au pouvoir grâce au renfort des miliciens russes rémunérés à prix d'or et par l'instauration de la terreur dans le pays – en comptant beaucoup sur la technologie aérienne des drones turcs, le dernier abattu récemment par l'armée algérienne – pour vider de leurs habitants toutes les zones dont le sous-sol est riche en minerais (or, uranium, cuivre, terres rares, etc.). Le régime s'en prend prioritairement aux civils sans défense, au lieu de contrer les groupes djihadistes armés qui aujourd'hui se trouvent à quelques kilomètres de la capitale et en viennent paradoxalement à se transformer (parfois) en défenseurs des habitants terrorisés.

Dans ce contexte, les notions mêmes de « bien-être économique » et de « croissance » évoquées dans les formules du FMI pourraient prêter à rire si derrière cette rhétorique creuse, il n'y avait pas tant de tueries et de violences horribles contre des citoyens vulnérables, réduits à fuir ou à mourir.

Au nom des civils, femmes, hommes et enfants peuls, touaregs et maures, massacrés par les militaires maliens et leurs supplétifs russes, au nom de tous les opposants politiques qui croupissent en prison sans procès ni jugement ou que le régime a fait simplement disparaître, au nom de tous les observateurs arrêtés pour avoir osé décrire les faits abominables liés à cette politique dévastatrice, au nom de tous les exilés entassés dans les camps de réfugiés aux frontières mauritanienne et algérienne, nous exigeons que le FMI arrête de soutenir l'oppression contre la population civile menée au Mali par un régime putschiste sanguinaire.

Collectif Sahara/Sahel
pour la défense des droits humains

Le 19 avril 2025.

¹ Voir nombreux rapports et articles in *Amnesty International* <https://urlr.me/c2qarH> ; Association *Kel akal* : <https://kal-akal.com> ; Revue *Tamazgha.fr*.